POINT SUR LA RECONSTITUTION DES RESSOURCES

Pour décision

1. OBJET

Le présent document a pour objet d'informer le Conseil d'administration d'un certain nombre d'éléments relatifs à la prochaine période de quatre ans de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation (2015-2018) et de demander des décisions sur l'objectif de la campagne pour le Fonds du GPE, les messages clés et la stratégie de campagne. Le présent document se veut bref et se contente de définir le cadre de la reconstitution des ressources ; de plus amples détails seront fournis au Conseil lors du séminaire de réflexion et de la réunion prévus les 25 et 26 février 2014.

2. DÉCISION RECOMMANDÉE

Le Secrétariat invite le Conseil d'administration à approuver la décision suivante :

BOD/2014/02-XX—Reconstitution des ressources : Le Conseil d'administration

a. approuve un objectif de financement de USD x milliards au bénéfice du Fonds du GPE pour la période de quatre ans de reconstitution des ressources 2015-2018 ;

b. entérine le projet de plaidoyer pour l'investissement et les messages clés inclus dans le document BOD/2014/ 02 DOC 04, annexe 1 comprise ; et

c. valide les objectifs visés par la reconstitution des ressources, tels qu'indiqués ci-dessous, qui seront inclus dans le plaidoyer pour l'investissement :

   i. (À COMPLÉTER LORS DU SÉMINAIRE DE RÉFLEXION ET DE LA RÉUNION DU CONSEIL, LES 25 ET 26 FÉVRIER 2014)

3. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

3.1 D'importants progrès ont été réalisés en matière de mobilisation des ressources et d'appel à l'investissement depuis la réunion du Conseil d'administration d'Addis-Abeba ; il semble que nombre de bailleurs de fonds s'orientent vers une augmentation des contributions

au Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation. La nomination de Julia Gillard à la présidence du Conseil d'administration du GPE sera un nouvel atout de poids pour la réalisation d'un objectif de financement plus élevé. S'agissant de la mobilisation des ressources, la situation d'ensemble est certainement plus positive qu'en novembre 2013.

3.2 Afin de maintenir le niveau actuel des allocations aux pays en développement partenaires, un montant de reconstitution des ressources de 3,2 milliards de dollars sera nécessaire. C'est donc le montant qui peut être considéré comme l'objectif de base. Le Secrétariat estime qu'un tel objectif est réalisable au vu des réactions actuelles des bailleurs de fonds ; tout objectif supérieur sera plus difficile à atteindre et demandera une forte dynamique politique jusqu'à juin 2014. Néanmoins, l'arrivée de Julia Gillard à la présidence du Conseil d'administration du GPE ouvre la porte à des scénarios plus ambitieux.

3.3 Un document présentant un solide argumentaire d'investissement sera bientôt prêt. Les objectifs qui lui seront associés dépendront de l'approbation par le Conseil d'un nouveau modèle de financement et de la détermination de l'objectif final de reconstitution du Fonds du GPE. Le Secrétariat détaillera le projet de plaidoyer pour l'investissement le 25 février, pendant le séminaire de réflexion du Conseil.

3.4 Des progrès notables ont été accomplis au niveau du recrutement et de l'action d'ambassadeurs pour la reconstitution des ressources, et de l'élaboration de messages forts pour la campagne. Un riche calendrier de visites aux bailleurs de fonds et de manifestations se met en place avec le soutien des ambassadeurs. La campagne de sensibilisation monte rapidement en régime et les OSC ont activement commencé à militer en faveur d'une reconstitution des ressources du Fonds du GPE à hauteur de 4 milliards de dollars (1 milliard de dollars par an).

4. CONTEXTE

4.1 Lors de sa réunion en présentiel d'Addis-Abeba, en novembre 2013, le Conseil d'administration a approuvé la décision suivante :

> ***BOD/2013/11-18 — <u>Reconstitution des ressources</u> :*** *Le Conseil d'administration*
>
> *a. approuve une période de reconstitution des ressources de quatre ans, de janvier 2015 à décembre 2018 ;*
>
> *b. prend acte des besoins de financement non satisfaits à hauteur de 25 milliards de dollars sur la période 2015-2018 (pour l'enseignement primaire et secondaire dans les pays du GPE) qui sont jugés nécessaires pour obtenir une augmentation de 3 % par an du taux d'achèvement du cycle primaire et une hausse équivalente du taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire, ainsi que les progrès en matière d'équité et de qualité de l'enseignement qui permettront d'améliorer les acquis scolaires ;*

c. *appelle à une campagne ambitieuse de reconstitution des ressources du Fonds du GPE pour permettre au Partenariat mondial de passer à la vitesse supérieure et, en liaison avec les réformes de son modèle de financement, d'obtenir de meilleurs résultats ; et*

d. *tiendra une réunion spéciale en présentiel en février 2014 pour*

   i. *approuver le dossier d'appel à investir dans le GPE, la stratégie de reconstitution des ressources et la stratégie de communication correspondante ; et*

   ii. *fixer les objectifs de financement du Fonds du GPE ainsi que d'autres objectifs de reconstitution des ressources du côté des partenaires du GPE sur cette période.*

4.2 Le présent document n'a pas pour objet de présenter le document final de plaidoyer pour l'investissement qui n'est pas encore tout à fait terminé. Le Secrétariat fera une présentation détaillée de ce dossier lors du séminaire de réflexion du Conseil, le 25 février.

4.3 En novembre 2013, l'équipe des Partenariats et relations extérieures a atteint l'effectif visé, y compris la capacité d'appoint nécessaire pour la reconstitution des ressources. Cette nouvelle composition a entraîné une différence notable dans les capacités de l'équipe à échanger avec les bailleurs, à en chercher de nouveaux et à accroître le travail de communication et de sensibilisation.

4.4 La Directrice générale et des membres de l'équipe Partenariats et relations extérieures ont effectué des visites auprès de bailleurs de fonds (Union européenne, Belgique, Norvège, Suède, Finlande, Canada, Royaume-Uni, Australie, Japon, Corée, Allemagne, Qatar, Émirats arabes unis et Banque islamique de développement). Par ailleurs les discussions se sont poursuivies avec le Gouvernement et le Congrès des États-Unis et des contacts ont été établis avec d'autres donateurs par courriel et par téléphone. Globalement, pour ce qui concerne les prévisions de financements, la situation est encourageante et plus positive qu'en novembre. La solidité du plaidoyer pour l'investissement et la crédibilité du nouveau modèle de financement seront déterminantes. La Finlande et le Luxembourg se sont engagés à rejoindre le Partenariat mondial pour la prochaine reconstitution des ressources, ce qui est également positif, et nous tablons sur deux nouveaux bailleurs de fonds en juin 2014, dont l'un à un niveau important.

4.5 La nomination de l'ancienne Première Ministre Julia Gillard a déjà dopé les efforts de reconstitution des ressources de manière significative ; dès l'annonce de sa nomination, la Présidente a pris contact avec un certain nombre des dirigeants du monde pour les informer de son nouveau poste et demander leur appui.

4.6 Les décisions que prendra le Conseil à propos du nouveau modèle de financement (cf. BOD/2014/02DOC 06) seront cruciales pour la réussite de la reconstitution des ressources. Du point de vue du cadre général et des principes, les concertations organisées sur le modèle de financement avec les bailleurs de fonds, les pays en développement partenaires, la société civile et le secteur privé ont donné des résultats très positifs. Le Partenariat mondial est clairement en train de mettre au point une démarche unique et puissante, capable de produire des améliorations à l'échelle des systèmes, en s'appuyant sur le partenariat et l'engagement mutuel.

5. STRATÉGIE DE RECONSTITUTION DES RESSOURCES

5.1 **Plaidoyer pour l'investissement** - Le Secrétariat a bien avancé dans l'élaboration du plaidoyer pour l'investissement. Il s'agit d'un document dynamique et stimulant qui développera des arguments forts en faveur d'un investissement tant dans l'éducation que dans le Partenariat mondial, et qui sera visuellement très accrocheur grâce à des éléments infographiques et des illustrations. Ce plaidoyer appellera tous les partenaires à agir, à saisir cette occasion historique pour poursuivre dans la foulée des impressionnants résultats déjà obtenus et réaliser l'éducation primaire pour tous en renouvelant leur engagement en faveur de l'éducation et en participant concrètement à la réalisation du but commun : obtenir que tous les enfants aillent à l'école et y acquièrent des connaissances. Il rappellera l'importance de l'éducation qui est une composante essentielle de tous les résultats de développement. Il exposera le rôle du Partenariat mondial pour l'éducation dans le combat pour l'éducation pour tous, et soulignera la valeur ajoutée de son rôle de catalyseur dans la mise en place de systèmes éducatifs solides capables de tirer un meilleur profit des efforts de financement nationaux et extérieurs. Il présentera le nouveau modèle de financement et expliquera comment celui-ci permettra l'obtention de meilleurs résultats de développement. Il présentera le déficit de financement total des pays en développement partenaires et l'objectif de reconstitution des ressources du Partenariat mondial qui correspond au montant nécessaire pour permettre au GPE de jouer un rôle déterminant dans tous les pays en développement partenaires pendant les quatre années à venir. Enfin, il mettra en évidence les résultats que nous espérons réaliser si l'objectif est atteint, et présentera des scénarios des implications pour les enfants et les pays en développement partenaires, qui ne pourront se réaliser si l'objectif n'est pas atteint.

Le plaidoyer pour l'investissement sera présenté en détail au Conseil d'administration le 25 février, pendant le séminaire de réflexion. Le 26 février, lors de la réunion du Conseil, il lui sera demandé d'appuyer le plaidoyer pour l'investissement et la ligne de communication correspondante.

5.2 **Échelle des besoins de financement non satisfaits** - Une analyse provisoire des besoins de financement non satisfaits (sur la base de 46 pays) a été présentée à Addis-Abeba en novembre 2013. Une analyse supplémentaire a été effectuée pour tenir compte à la fois des pays du GPE qui bénéficient actuellement de financements et de ceux qui devraient en bénéficier cette année (55 pays au total) ; les besoins de financement non satisfaits s'élèvent à 12,8 milliards de dollars pour le premier degré et à 21,5 milliards de dollars pour le premier cycle du second degré, soit un total de 34 milliards de dollars sur la période 2015-2018, comme indiqué dans les tableaux ci-dessous. Une analyse sommative sera incluse dans le document de plaidoyer pour l'investissement et les articles méthodologiques détaillés seront postés sur le site web du GPE.

Estimations et projections des besoins de financement bruts et des déficits de financement nets pour l'enseignement primaire (en millions de dollars)

	2015	2016	2017	2018	Moyenne annuelle	Total
Besoins de financement bruts (A)	29 873	31 486	33 387	35 421	32 542	130 166
Financement domestique (B)	23 801	26 607	28 868	31 449	27 681	110 726
Financement extérieur (ADP) (C)	1 786	1 710	1 638	1 432	1 642	6 566
Déficits de financement nets D=A-(B+C)	**4 285**	**3 169**	**2 881**	**2 540**	**3 219**	**12 874**

Estimations et projections des besoins de financement bruts et des déficits de financement nets pour le premier cycle de l'enseignement secondaire (en millions de dollars)

	2015	2016	2017	2018	Moyenne annuelle	Total
Besoins de financement bruts (A)	17 162	18 695	20 394	22 155	19 602	78 406
Financement intérieur (B)	11 344	12 737	14 315	16 023	13 605	54 419
Financement extérieur (ADP) (C)	614	621	625	619	620	2 479
Déficits de financement nets D=A-(B+C)	**5 205**	**5 337**	**5 455**	**5 513**	**5 377**	**21 509**

5.3 **Objectif pour le Fonds du GPE** - Lors de la réunion d'Addis-Abeba, en novembre 2013, le Conseil a appelé à une campagne ambitieuse de reconstitution des ressources du Fonds du GPE afin de permettre au Partenariat mondial de passer à la vitesse supérieure et, en liaison avec les réformes de son modèle de financement, d'obtenir de meilleurs résultats. Au vu des allocations indicatives actuelles et compte tenu d'un report de la période en cours d'environ 500 millions de dollars, le Secrétariat estime à 3,2 milliards de dollars l'objectif de reconstitution des ressources à atteindre pour continuer à verser des allocations de niveau similaire à un nombre de pays similaire (environ 50 pays, voire plus). On aurait ainsi près de 2,5 milliards de dollars pour les allocations aux pays, 0,5 milliard de dollars de report et 0,2 milliard de provisions pour de petits financements et le budget du Secrétariat.

Le Conseil d'administration pourrait décider qu'un report de 10 à 20 % d'une période de reconstitution des ressources à l'autre est une exigence de planification raisonnable et, dans ce cas, le montant nécessaire pour maintenir le niveau actuel des financements serait inférieur à 3,2 milliards de dollars.

En fait, le Secrétariat considère 3 milliards de dollars comme un objectif de base, qui est atteignable au vu des sondages réalisés auprès des bailleurs de fonds depuis janvier 2014. Cela

impliquera un certain effort par rapport aux niveaux de financement actuels mais au vu de la durée de quatre ans de la période de reconstitution des ressources et des signes de nette embellie du côté de certains bailleurs de fonds, cet objectif est à notre portée. Toutefois, le Conseil d'administration a appelé à faire preuve d'ambition et le bénéfice éventuel des opérations de sensibilisation menées par notre nouvelle Présidente et nos ambassadeur pourrait faire apparaître le chiffre de 3,5 milliards comme ambitieux mais constituant un défi qui mériterait d'être relevé. Enfin, s'il était décidé de recourir à des sources de financement innovantes, telle que la Banque islamique de développement, un chiffre de 4 milliards n'est pas hors de portée.

Il faudra que le Conseil en débatte plus en détail les 25 et 26 février.

5.4 **Messages** - L'annexe 1 présente l'approche envisagée pour les messages de la campagne de reconstitution des ressources. La préoccupation principale est la cohérence. Trois grands messages récurrents ont été retenus :

- **IMPORTANCE DE L'ÉDUCATION – UN INGÉDIENT ESSENTIEL**
- **VALEUR DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION – FORCE DU PARTENARIAT MONDIAL ET DES APPROCHES SYSTÉMIQUES**
- **LES ENJEUX DE LA RECONSTITUTION DES RESSOURCES - POURSUIVRE SUR LA LANCÉE DES BONS RÉSULTATS OBTENUS ET S'ATTAQUER AUX PROBLÈMES QUI SUBSISTENT**

5.5 **Sensibilisation et action des ambassadeurs** - Le Secrétariat a travaillé avec plusieurs groupes d'intervenants et de partenaires à la mise en place d'une solide campagne de reconstitution des ressources. Le but de la campagne est de mobiliser les ressources nécessaires pour répondre aux besoins de financement des pays les plus pauvres du monde ; dans cette entreprise, il ne s'agit pas de demander uniquement aux gouvernements donateurs d'abonder le Fonds du GPE mais de solliciter aussi les gouvernements des pays en développement partenaires du GPE. Il faut donc s'assurer que ceux-ci, ainsi que les partenaires non-gouvernementaux soient prêts à participer à la Conférence d'annonce des contributions qui aura lieu à Bruxelles en juin 2014 et à y prendre des engagements chiffrés de soutien financier accru au bénéfice de l'éducation de base. Dans ce contexte, le Partenariat mondial et ses partenaires préparent un plaidoyer pour un accroissement des investissements dans l'éducation au sein du partenariat, avec l'aide des organisations de la société civile et d'ambassadeurs de haut niveau. Si les partenaires de la société civile sont nombreux à militer dans le cadre de leur propre

campagne intitulée « Financer l'avenir » dont l'objectif est de lever 4 milliards de dollars pour le Fonds du GPE, ils s'engagent également aux côtés de coalitions nationales dans une trentaine de pays en développement partenaires du GPE, afin de susciter la volonté politique nécessaire pour une augmentation des engagements domestiques au bénéfice de l'éducation. Le Secrétariat du GPE a prioritairement travaillé à aider ses partenaires à établir un solide argumentaire en faveur de l'investissement dans l'éducation ; outre les déplacements de la Directrice générale, il a soutenu les entreprises et les actions d'ambassadeurs de haut niveau (ministres de l'éducation, dirigeants ou anciens dirigeants d'institutions de rang mondial ainsi que leaders d'opinion).

5.6 **Planification de la manifestation** - Des contrats ont été signés pour le lieu où se tiendra la conférence (« The Egg ») et pour la coordination de la manifestation (après appels d'offres). L'UNICEF et l'UNESCO ont donné leur accord pour la co-organisation d'une manifestation de haut niveau sur l'après-2015, le 25 juin après-midi, dans ces mêmes locaux et le gouvernement danois y célèbrera le bicentenaire de l'enseignement primaire universel et gratuit au Danemark. Cette célébration sera suivie d'une réception. Quant à la Conférence d'annonce des contributions, elle comprendra, comme celle de Copenhague, une réunion centrale d'annonce des contributions et des séminaires, débats et autres événements qui se dérouleront simultanément dans d'autres pièces du même lieu et mettront en évidence les diverses facettes du Partenariat mondial, notamment le rôle du secteur privé et des fondations. Les séances annexes auront toutes un lien stratégique avec le financement de l'éducation et le Plan stratégique du GPE. De plus amples détails seront communiqués en mars 2014.

5.7 **Rachat de prêts** - Fin janvier 2014, des discussions ont été ouvertes avec la Banque islamique de développement sur la mise en place d'un programme pilote de rachat de prêts. La Banque islamique de développement a en effet indiqué à Djedda qu'elle prévoyait de dégager plus de 500 millions de dollars pour des rachats de prêts avec le Partenariat mondial sur la période de financement à venir. Une définition plus précise de cet engagement sera disponible pour la réunion du Conseil du 25 février. Il est prévu qu'un projet de programme pilote soit soumis au Conseil d'administration pour qu'il le commente lors de sa réunion en présentiel de juin 2014.

5.8 **Cadre des annonces de contributions** - Il est apparu lors de la conférence de Copenhague que le cadre des annonces de contributions devait être très simple et essentiellement numérique pour faciliter le suivi des annonces. Le travail d'élaboration d'un cadre d'annonce des contributions adapté aux différents partenaires du GPE a débuté. Le cadre devrait pouvoir être communiqué à nos partenaires à la fin du mois de mars 2014 de façon à ce

qu'il reste suffisamment de temps pour la préparation. Pour l'essentiel, les principaux éléments numériques seront tels que présentés ci-dessous :

BAILLEURS DE FONDS	DCP	ORGANISATIONS MULTILATÉRALES	OSC	SECTEUR PRIVÉ	FONDATIONS PRIVÉES
Contribution au Fonds du GPE Augmentation des co-financements pour les pays du GPE Augmentation de l'aide humanitaire pour l'éducation	Consacrer 20 % du budget national à l'éducation	Hausse de la proportion du budget consacré à l'éducation de base	Hausse de la proportion du budget consacré à l'éducation de base	Contribution au Fonds du GPE	Hausse de la proportion du budget consacré à l'éducation de base

Il peut également être envisagé de tenir compte des engagements d'alignement et d'action des groupes locaux des partenaires de l'éducation. C'est un point qui pourra être discuté lors du séminaire de réflexion et de la réunion du Conseil, les 25 et 26 février 2014.

5.9 **Produits attendus de la reconstitution des ressources** - Globalement, les produits attendus de la reconstitution des ressources sont tels qu'exposés ci-dessous.

Si la reconstitution des ressources du GPE est un succès et permet de mobiliser le financement nécessaire pour combler le déficit de financement de 34 milliards de dollars des 55 pays en développement actuellement partenaires du GPE, le Partenariat mondial sera en mesure d'œuvrer de manière significative à l'amélioration de l'accès à l'éducation, davantage d'équité, un meilleur apprentissage et une plus grande efficacité du système éducatif. Le Partenariat mondial s'est fixé des objectifs quantitatifs pour mesurer l'impact de son action sur l'accès à l'éducation, les taux d'achèvement du cycle primaire et les indicateurs d'équité mais, en ce qui concerne l'apprentissage et l'efficacité, le manque de données de référence valables empêche le Secrétariat de fixer des objectifs initiaux. Dans ces domaines, le déficit de données de mesure fiables et cohérentes limite la fixation d'objectifs en rapport avec les résultats mesurables qui pourront être atteints par la mobilisation et le déploiement des ressources nécessaires à la mise en œuvre de stratégies sectorielles d'éducation dans les pays en développement partenaires. S'agissant de la reconstitution des ressources, la question des données sera donc une pierre angulaire de notre cadre des résultats, l'objectif étant de faire monter le nombre de pays en

développement et de bailleurs de fonds qui rendront des comptes sur un ensemble d'indicateurs cruciaux liés à l'éducation et aux dépenses.

- Sur la base des estimations initiales établies à partir des données concernant les 55 pays en développement actuellement partenaires du GPE pour lesquels des financements sont en cours ou en préparation (en partant de l'hypothèse que tous ces pays continueront à recevoir de l'aide du Partenariat mondial pendant le prochain cycle), le Secrétariat du GPE estime qu'il est possible d'obtenir une progression moyenne du taux d'achèvement du cycle primaire de trois points de pourcentage par an.

- Le nombre total des enfants scolarisés au primaire passera de 209 millions en 2014 à 226 millions en 2018. Sur ce total, 24 millions d'enfants seront scolarisés en primaire si les besoins de financement sont complètement couverts.

- Ce scénario correspond à une augmentation globale du taux de scolarisation de 12 % au cycle primaire, 14 % chez les filles (soit 13 millions de filles en plus dans les écoles) de 2014 à 2018.

- Au premier cycle du second degré, si tous les besoins de financement sont couverts, on observera entre 2014 et 2018 une augmentation de 16,5 millions du nombre des enfants scolarisés, dont 8,3 millions de filles.

- Le nombre des enfants suivant un cursus primaire complet passera de 23,9 millions (11,2 millions de filles) en 2014 à 28,8 millions (13,7 millions de filles) en 2018. Parallèlement, de 2014 à 2018, le nombre des enfants n'achevant pas leur cycle primaire baissera de 33 % (30 % pour les filles), soit 2,4 millions d'enfants en moins sur la liste de ceux qui n'arrivent pas au bout du cursus primaire (qui seront 4,7 millions contre 7,1 millions en 2014).

- Si les besoins de financement sont satisfaits dans les pays fragiles et touchés par un conflit, le nombre des enfants scolarisés augmentera de 16,5 millions. Le nombre des enfants achevant le cycle primaire augmentera dans ces pays et passera de 15,7 millions en 2014 à 19,1 millions en 2018 tandis que le nombre de ceux qui n'achèvent pas ce cycle baissera de 30 % pour atteindre 4,3 millions en 2018, contre 6,1 millions en 2014.

En ce qui concerne les autres résultats visés pendant la prochaine période, le Secrétariat présentera au Conseil à Washington, un solide ensemble de résultats de processus liés à l'impact du nouveau modèle de financement, concernant i) l'apprentissage ; ii) l'équité ; iii) l'amélioration des systèmes et iv) les données. Ces objectifs seront déterminés à l'issue des discussions en cours avec l'ISU afin de garantir une méthode coordonnée sur l'ensemble du secteur. Il a été jugé plus prudent de ne pas inclure les résultats envisagés à ce stade car ils ne

sont pas encore finalisés. Cet ensemble de résultats sera nettement orienté sur les objectifs stratégiques du Partenariat mondial (accès, équité, apprentissage, amélioration des systèmes) et les produits visés établissent aussi un lien de causalité avec l'amélioration des systèmes sectoriels que recherche le GPE par le biais de la révision de son modèle de financement.

5.10 **Stratégie de campagne jusqu'à juin** - Des discussions sont en cours entre le Secrétariat et la nouvelle Présidente du Conseil d'administration pour établir ses disponibilités pour la campagne de reconstitution des ressources. Un calendrier détaillé pour la période allant jusqu'au 26 juin devrait être établi d'ici la fin du moins de mars 2014. Certains éléments clés ont d'ores et déjà été arrêtés :

- lancement de l'appel à investissement début mars 2014 ;
- visite de la Présidente ou de la Directrice générale du GPE, accompagnées d' « ambassadeurs » des pays en développement partenaires, à tous les bailleurs de fonds actuels ou envisagés ;
- sensibilisation des chefs d'état aux besoins de reconstitution des ressources par la Présidente du GPE ;
- importante campagne par courrier et par téléphone menée par les « ambassadeurs » des pays en développement partenaires auprès des ministres et chefs d'État des pays donateurs pour les inciter à soutenir le Partenariat mondial ;
- prise de contact avec les ministères des Finances en marge des Réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international en avril 2014 ;
- sensibilisation d'au moins 30 pays en développement partenaires à la nécessité d'augmenter le financement domestique de manière à obtenir un engagement ou une déclaration politique en ce sens avant juin 2014 ;
- communication du cadre d'annonce des contributions à tous les partenaires fin mars/ début avril 2014 ;
- invitation officielle des chefs d'État, ministres, chefs d'institutions et d'entreprises à participer à la conférence ;
- travail intensif de sensibilisation mené par les coalitions de la société civile dans les pays donateurs et les pays en développement.

Le Secrétariat mettra prochainement en place des réunions régulières de coordination avec la Commission européenne (tous les quinze jours) ainsi que des sessions mensuelles d'information du Conseil d'administration par audioconférence.

6. IMPLICATIONS POUR LES RESSOURCES DU SECRÉTARIAT

Le Secrétariat dispose d'un budget suffisant pour faire face au coût de la campagne de reconstitution des ressources et de la Conférence pour les annonces de contributions. La généreuse contribution du Gouvernement danois qui s'est ajoutée en décembre 2013 au financement consenti par l'Allemagne a permis de couvrir la capacité d'appoint approuvée par le Conseil.

ANNEXE 1 : MESSAGES CLÉS

IMPORTANCE DE L'ÉDUCATION – UN INGRÉDIENT ESSENTIEL

- *L'éducation de base permet aux pays de progresser dans la plupart des domaines du développement humain, économique et social.*

- *L'éducation est un ingrédient essentiel du succès du développement mondial et de l'édification des nations.*

VALEUR DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION - FORCE DU PARTENARIAT ET DES APPROCHES SYSTÉMIQUES

- *Force du Partenariat mondial – Le Partenariat mondial pour l'éducation est le seul organisme au monde à réunir tous les partenaires (bailleurs de fonds, pays en développement et spécialistes de l'éducation) autour d'un plan unique, concentrant ainsi les ressources afin d'obtenir un impact optimal dans les pays en développement.*

- *Approches systémiques – Le Partenariat mondial pour l'éducation aide les pays à renforcer leur système éducatif dans son ensemble, et pas uniquement les éléments individuels qui le composent, favorisant ainsi des approches plus pérennes et plus efficaces qui améliorent l'acquisition des connaissances d'un plus grand nombre d'enfants : c'est pourquoi il ne revient pas au même de contribuer au Partenariat mondial et de financer des organisations individuelles.*

- *Le nouveau modèle de financement du Partenariat mondial comprend des mesures pour inciter les pays à mettre en place des systèmes éducatifs plus efficients et plus efficaces, à considérer l'acquisition des connaissances comme une priorité et à accroître l'investissement domestique dans l'éducation.*

LES ENJEUX DE LA RECONSTITUTION DES RESSOURCES - POURSUIVRE SUR LA LANCÉE DES BONS RÉSULTATS OBTENUS ET S'ATTAQUER AUX PROBLÈMES QUI SUBSISTENT

- *Des progrès énormes ont été enregistrés dans les pays en développement partenaires du GPE au cours des dix dernières années et l'on constate une accélération de cette tendance positive.*

- *C'est le moment de tirer profit de cette dynamique. Si nous ne le faisons pas, nous risquons un retour en arrière. C'est la raison pour laquelle la reconstitution des ressources de 2014 est si importante - c'est une occasion historique.*

- *Lorsque les pays pauvres deviennent plus forts et plus stables, tout le monde est gagnant - les pays donateurs comme les pays en développement.*

- *Les pays en développement partenaires du GPE sont de plus en plus nombreux à accroître leurs propres investissements dans le secteur éducatif. Si les bailleurs de fonds ne leur emboîtent pas le pas, cela risque de décourager ces efforts d'augmentation des investissements des pays en développement partenaires.*

- *Malgré les progrès, des problèmes importants subsistent - 57 millions d'enfants ne sont pas scolarisés et 250 millions d'enfants ne maîtrisent pas les compétences de base en lecture/écriture et calcul.*

MESSAGES IMPORTANTS ET LIGNES ARGUMENTAIRES		
SLOGANS	**MESSAGES**	**LIGNES ARGUMENTAIRES**
IMPORTANCE DE L'ÉDUCATION – UN INGRÉDIENT ESSENTIEL	*L'éducation de base permet aux pays de progresser dans la plupart des domaines du développement humain, économique et social.* *L'éducation est un ingrédient essentiel pour la réussite du développement mondial et l'édification des nations.*	-L'éducation est une arme miracle dans la lutte contre la pauvreté. -Des études montrent que l'éducation est une étape capitale vers une meilleure santé, une baisse de la mortalité infantile et la réduction de la pauvreté. >L'élévation du niveau d'éducation peut contribuer à faire progresser la société civile et à réduire les conflits internes et transfrontaliers, favoriser la stabilité et la paix ainsi que l'établissement de sociétés plus solidaires et plus pacifiques. >Il est tout simplement impossible que les pays sortent de la pauvreté sans avoir au préalable accompli d'importants progrès dans le secteur de l'éducation, en particulier pour les filles. -La constitution des nations ne peut réussir sans éducation. >Comme la farine sans levure. -L'éducation est essentielle pour que les nations s'élèvent et sortent de la pauvreté. C'est un facteur crucial du développement économique national et régional. -Les jeunes qui accèdent à l'éducation aident ensuite leur pays à progresser aux plans social et économique. >Lorsque les jeunes n'ont pas d'opportunités ou n'ont pas le sentiment d'en avoir, l'instabilité guette. >Les forces qui cherchent à déstabiliser un pays peuvent très facilement exploiter ce sentiment de mécontentement des jeunes. -Les enjeux sont considérables, pas uniquement pour les pays en développement mais aussi pour les bailleurs de fonds. Les pays donateurs

MESSAGES IMPORTANTS ET LIGNES ARGUMENTAIRES		
SLOGANS	**MESSAGES**	**LIGNES ARGUMENTAIRES**
		sentiront les pertes et bénéficieront des gains. -Au fur et à mesure que le niveau d'éducation d'une nation s'élève, >elle devient un meilleur partenaire commercial, constitue un marché de consommateurs et de travailleurs qualifiés >elle risque moins de fomenter des conflits qui menacent les autres nations >elle nécessite moins d'interventions de la communauté internationale pour cause de crise sanitaire, environnementale ou de gouvernance >elle risque moins d'être à l'origine de migrations vers les pays occidentaux pour fuir les difficultés économiques ou les conflits
VALEUR DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION – FORCE DU PARTENARIAT MONDIAL ET DES APPROCHES SYSTÉMIQUES	*La force du partenariat - Le Partenariat mondial pour l'éducation est le seul organisme au monde à réunir tous les partenaires (bailleurs de fonds, pays en développement et spécialistes de l'éducation) autour d'un plan unique, en concentrant les ressources de manière à obtenir un impact maximal dans les pays en développement.* *Le Partenariat mondial aide les nations à renforcer leur système éducatif dans son ensemble et pas uniquement les éléments individuels qui les composent.* *Le nouveau modèle de financement du Partenariat mondial comprend des mesures incitatives pour encourager les pays à mettre en place des systèmes éducatifs plus efficaces et plus efficients, à considérer l'acquisition des connaissances comme*	**-Le Partenariat mondial pour l'éducation a la force d'un partenariat** : >Il coordonne et concentre les ressources et les efforts des différents acteurs, ce qui permet d'éviter l'éparpillement de programmes disparates. Le Partenariat mondial facilite les interventions des bailleurs de fonds dans un cadre coordonné qui permet une politique sectorielle cohérente. Au bout du compte, l'aide est plus efficace. >Il est particulièrement bien placé pour jouer un rôle de rassembleur et de praticien de la pensée innovante qui se développe dans la communauté éducative mondiale. Son travail contribue au déploiement de solutions innovantes à l'échelle nationale. >Il rend plus efficace et plus efficients les financements des pays et des bailleurs. >Il s'attache à encourager les nations à adopter les meilleures politiques pour leur système éducatif. >Son approche est fondée sur les faits. >Il propose un modèle de financement innovant qui dessine une nouvelle approche, plus efficace, du financement des programmes d'éducation de base. >Au niveau local, il joue le rôle de médiateur impartial dans le débat autour de l'éducation publique. **-Le nouveau modèle de financement du Partenariat mondial accentue la concentration de ressources trop maigres et vise à promouvoir et favoriser quatre grands principes :**

MESSAGES IMPORTANTS ET LIGNES ARGUMENTAIRES		
SLOGANS	**MESSAGES**	**LIGNES ARGUMENTAIRES**
	une priorité et à accroître les investissements domestiques dans l'éducation	>Pérennité : il encourage une planification et des pratiques assurant la viabilité à long terme du système éducatif, par opposition à des projets ou des initiatives purement éphémères et des projets limités dans le temps. >Autonomie/appropriation : il incite les pays à investir une plus grande part de leurs ressources et encourage l'appropriation par les pays, de manière à les rendre moins dépendants des bailleurs de fonds internationaux sur le long terme (appropriation par les pays). >Action systémique : il encourage l'élaboration de structures systémiques qui influent sur un pays tout entier, par opposition à des efforts ponctuels et isolés (effet de levier généralisé). Le Partenariat mondial vise à développer et renforcer le système éducatif global, plutôt que certains de ces éléments seulement. >Bonne gestion : l'amélioration des données, du suivi et de l'évaluation permettra d'atteindre une plus grande responsabilisation de l'emploi des ressources au bénéfice de l'éducation et une planification plus efficace.
LES ENJEUX DE LA RECONSTITUTION DES RESSOURCES - POURSUIVRE SUR LA LANCÉE DES BONS RÉSULTATS OBTENUS ET S'ATTAQUER AUX PROBLÈMES QUI SUBSISTENT	*Des progrès énormes ont été enregistrés dans les pays en développement partenaires du GPE au cours des dix dernières années et l'on constate une accélération de cette tendance positive.* *C'est le moment de tirer profit de cette dynamique. Si nous ne le faisons pas, nous risquons un retour en arrière. C'est la raison pour laquelle la campagne de reconstitution des ressources est si importante - c'est une occasion historique.* *Lorsque les pays pauvres deviennent plus forts et plus stables, tout le monde est gagnant - les pays donateurs comme les pays en développement.*	**-L'action du Partenariat mondial, en partenariat avec nombre d'autres acteurs a débouché sur d'importants progrès :** >Un plus grand nombre d'enfants sont scolarisés et achèvent le cycle primaire. >Le nombre des filles scolarisées n'a jamais été aussi important. >Un plus grand nombre d'enfants sont scolarisés dans les États fragiles et touchés par un conflit, ce qui prépare la paix et l'édification de nations pérennes. >La part des dépenses publiques consacrée à l'éducation a régulièrement progressé au cours des dix dernières années. >Au fur et à mesure de la croissance de ces investissements domestiques, les pays en développement partenaires du GPE sont bien partis pour devenir plus autonomes et moins dépendants de la communauté internationale pour le soutien de leur système éducatif. >Les exigences et le soutien du GPE seront conçus de manière à améliorer le suivi et l'évaluation des progrès afin de promouvoir une éthique de responsabilité et de favoriser l'efficacité. >Les pays en développement mettront en place des réformes systémiques favorisant une structure pérenne et équitable pour la réussite de l'ensemble

MESSAGES IMPORTANTS ET LIGNES ARGUMENTAIRES		
SLOGANS	**MESSAGES**	**LIGNES ARGUMENTAIRES**
	Les pays en développement partenaires du GPE sont de plus en plus nombreux à accroître leurs investissements dans le secteur éducatif. Si les bailleurs de fonds ne leur emboîtent pas le pas, cela risque de décourager ces efforts d'augmentation des investissements des pays en développement partenaires. *Malgré les progrès, des problèmes importants subsistent - 57 millions d'enfants ne sont pas scolarisés et 250 millions d'enfants ne maîtrisent pas les compétences de base en lecture/écriture et en calcul.*	du pays. >Les pays en développement partenaires ont augmenté leur financement de 10 % du PIB en moyenne, mais il reste encore beaucoup à faire pour combler le déficit de 16 milliards de dollars de l'éducation de base. -Le Partenariat mondial est particulièrement bien placé pour agir dans les États fragiles et touchés par un conflit. En effet, en tant que partenariat, il a plus de chances de rester impliqué dans ces pays que nombre d'acteurs bilatéraux. -Le nouveau modèle de financement du GPE comprendra des mesures plus fermes pour inciter les pays en développement partenaires à consacrer une plus grande part de leur budget intérieur à l'éducation. -Les pays en développement remplissent leur part du contrat en investissant une plus grande part de leur PIB dans l'éducation. Le nouveau modèle de financement du GPE les incitera à en faire encore plus. Il est essentiel que les pays donateurs fassent eux aussi un effort pour apporter aux pays en développement partenaires le soutien nécessaire pour poursuivre les investissements dans l'éducation. -Ces dernières années, l'aide apportée à l'éducation de base par les pays donateurs a baissé : >Alors que l'aide consacrée à l'éducation avait progressé régulièrement après 2002, elle a atteint un pic en 2010 puis a commencé à baisser (cf. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation). >L'aide totale à l'éducation a diminué de 7 % entre 2010 et 2011. >Pour la première fois depuis 2002, l'aide à l'éducation de base a baissé : elle est passée de 6,2 milliards en 2010 à 5,8 milliards en 2011 (-6%). >L'aide à l'enseignement secondaire a chuté de 11% entre 2010 et 2011, alors que son niveau était déjà faible. -Le Partenariat mondial pour l'éducation aura besoin d'au moins 6 milliards de dollars par an pendant les quatre prochaines années pour combler le

MESSAGES IMPORTANTS ET LIGNES ARGUMENTAIRES		
SLOGANS	**MESSAGES**	**LIGNES ARGUMENTAIRES**
		déficit de financement et obtenir les résultats nécessaires pour atteindre les objectifs mondiaux d'éducation. **-Objectifs** >Accès : Combien d'enfants ont la possibilité d'aller à l'école ? >Égalité : Les groupes sociaux ont-ils tous une chance égale d'accéder à l'éducation ? >Apprentissage : Quelle est la qualité de l'expérience d'apprentissage ? >Systèmes : Les pays mettent-ils en place les politiques et les infrastructures à large spectre nécessaires pour améliorer l'éducation de manière globale et exhaustive ?